

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN FINIR AVEC LA CHARITÉ

Séverine  
Leboucher

Annick  
Masounave

Journalistes  
Revue Banque

Un vent de nouveauté a soufflé sur la planète finance à l'occasion du forum de l'AFD consacré aux innovations financières pour le développement. Cette manifestation a enterré quelques idées reçues sur le manque de fonds disponibles ou de rentabilité de la finance durable.

L'aide au développement a fait sa révolution les 4 et 5 mars derniers, à Paris, à l'occasion du salon Fininnov. Conviés par l'Agence française de développement, la Banque mondiale, ainsi que la Fondation Bill & Melinda Gates, ONG, banquiers et institutions financières multilatérales ont su montrer la richesse et la soutenabilité des innovations financières en faveur du développement. Au terme d'une vaste campagne d'appel à projets visant à faire émerger de nouvelles méthodes de financement du développement, 20 finalistes ont pu présenter leurs idées. Cinq d'entre eux se sont vus remettre une dotation de 100 000 dollars pour développer les projets.

Outre le concours, ces deux journées ont été rythmées par une série de conférences venant éclairer le présent et l'avenir du financement du développement. Les participants ont dans leur majorité regretté, encore aujourd'hui, le manque d'implication des pays bénéficiaires dans le processus d'attribution des fonds, qui semble être une « maladie » causée par la notion même d'aide au développement.

Mais certaines idées reçues ont été mises à mal, à commencer par le manque supposé de fonds : « Nous devons imaginer une mobilisation innovante des fonds, car les fonds sont là », déclarait lors de la session d'ouverture Richard-Heber Weber, directeur général adjoint d'EuropeAid [1].

Les maux dont souffrent les économies en développement sont d'un autre ordre. Les créateurs d'entreprises se plaignent d'un manque d'accompagnement et de difficultés à recruter certains profils, notamment en matière de management.

Les institutions multilatérales d'aide au développement ont pris la mesure de cette évolution dans les besoins, comme en témoigne Jean-Michel Severino, directeur général de l'AFD : « La vieille aide publique au développement, succession de dons à des populations très

[1] L'office de coopération EuropeAid de la Commission gère les programmes communautaires d'aide extérieure et assure son acheminement dans le monde entier.



### LA CITATION

« Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, mais une question de justice, tout comme l'esclavage ou l'apartheid. La pauvreté n'est pas un état naturel des êtres humains. Ce sont eux qui l'ont créée, puis tolérée. C'est encore à eux de l'éliminer. »

Nelson Mandela, lors d'un entretien téléphonique relaté par Asad Mahmood, directeur des fonds d'investissement sociaux, Deutsche Bank.

pauvres, s'est transformée dans la décennie de manière révolutionnaire. On assiste à une diversification des acteurs et les nouveaux entrants arrivent avec un torrent d'idées nouvelles. Les questions d'environnement prennent une place de plus en plus importante dans cette aide. L'idée est n'est pas seulement d'augmenter le volume de l'aide mais aussi d'améliorer son efficacité ».

### ONG : PRAGMATISME, PROFESSIONNALISME

Forts de ce constat, certains ONG et acteurs de la finance solidaire se sont mués en entrepreneurs sociaux.

Il ne s'agit plus de lutter contre la globalisation ou le capitalisme, mais d'« infiltrer » le système, convaincre les financiers d'investir dans des projets rentables, pour passer d'une logique de subvention à celle, plus pérenne, de financement du développement. « Nous avons changé de dimension, commente, pragmatique, Antoine Martin-Chave, du GERES [2], l'un des finalistes de la compétition. Il y a quelques années, nous équipions deux ou trois villages de foyers solaires. Maintenant nous en fabriquons 100 ou 200 000, ce qui crée de l'activité économique et nous permet d'agir à l'échelle d'une région entière, voire d'un pays. »

D'autres encore, s'adaptent à l'évolution des habitudes de consommation et cherchent à en tirer parti, à l'instar de Babyloan [3] et son projet d'« @ peu prêt », l'un des cinq lauréats de Fininnov. Le concept consiste à arrondir à l'euro supérieur voire plus, les achats faits sur internet, sur des sites d'e-commerce partenaires. Cette somme viendra alimenter la tirelire Babyloan de l'internaute. Lorsque la somme atteint 20 euros, il pourra prêter cet argent au micro-entrepreneur de son choix, via Babyloan. Le remboursement du crédit s'effectuera dans un délai compris entre 3 mois et un an. À l'issue de cette période, l'internaute pourra récupérer son argent, ou le réinvestir dans une nouvelle entreprise.

### BONNE AFFAIRE OU BONNE ACTION ?

Les acteurs de la finance traditionnelle ont également opéré une mue, ainsi que le constate Geoffrey Lamb, de la Fondation Bill & Melinda Gates :

[2] Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarité.

[3] Babyloan est un site de peer-to-peer lending, lancé en juillet 2008, en partenariat avec l'ONG Acted et le soutien du Crédit Coopératif. Il vise à mettre en relation des micro-entrepreneurs du Sud et des microprêteurs du monde entier.

### Après le microcrédit, la micro-épargne

■ Dépassé, le microcrédit ? Alors que son inventeur, le prix Nobel de la Paix Mohammad Yunus, parcourt le monde pour prêcher la bonne parole, c'est un nouveau concept qui a le vent en poupe parmi les professionnels de l'aide au développement : celui de la micro-épargne. Le présupposé de départ est le suivant : même les populations pauvres ont une capacité d'épargne, mais pour des montants faibles qui ne correspondent pas à l'offre bancaire traditionnelle. C'est pourquoi, différents acteurs, banques locales mais aussi instituts de microcrédit, se penchent sur la question. Plus que la forme que prend ce produit d'épargne, c'est la manière dont il est distribué aux populations qui pose problème. La Poste kenyane a ainsi lancé il y a un an un programme de recrutement

d'agents n'appartenant pas au monde bancaire (épiciers, gérants de stations-service...) pour couvrir les zones reculées du pays. « L'idée est de démystifier l'épargne, faire en sorte qu'il soit naturel et sans danger d'aller porter ses économies à la banque, via ce réseau de représentants qui sont notamment choisis pour leur bonne intégration dans l'économie locale et la confiance qu'ils inspirent », explique Kipkorir Kiplagat, coordinateur du projet. Passée la phase de test, ce dispositif devrait être étendu à l'ensemble du Kenya, avec le support de la Banque mondiale et de la Fondation Bill & Melinda Gates. Mais ce sont parfois des initiatives totalement privées qui guident le développement de la micro-épargne. À l'instar de l'assureur Allianz Indonesia qui est en train de créer un produit de

micro-épargne : les bénéficiaires d'un microcrédit peuvent mettre de côté un dollar par semaine pendant 5 ans, avec garantie des fonds, pour l'éducation des enfants. « Notre objectif est d'étendre le champ de nos clients potentiels, souligne Michael Anthony qui suit le projet depuis l'Allemagne. La micro-épargne est une étape de familiarisation avec les produits financiers. Nous pensons qu'en 2 ou 3 ans, ces personnes peuvent devenir des clients rentables. » Enfin, spécificité de la micro-épargne, peu d'attention est portée au taux de rémunération du placement. C'est ce qu'explique Stephen Peachey de l'institut Oxford Policy Management : « Le plus important pour les populations pauvres n'est pas de toucher un intérêt, mais de placer les économies en sécurité et qu'elles soient disponibles ».

« Même dans les pays très pauvres, on commence à trouver des banques qui s'intéressent à des secteurs qui étaient auparavant uniquement du ressort de l'aide publique et de la charité. La microfinance est vue comme une activité commerciale potentiellement rentable par les banques, ou le moyen de capter une nouvelle génération de consommateurs. »

Asad Mahmood, directeur des fonds d'investissement sociaux de la Deutsche Bank, ne nie pas la rentabilité de ses activités, mais balaie tout sentiment de culpabilité : « La finance sociale n'est pas de la charité. Elle permet d'éliminer la pauvreté. La charité est noble, mais elle n'est pas productive ».

De fait, la Deutsche Bank, qui a créé

son premier fonds voici 13 ans, fait figure de modèle dans le domaine de la microfinance. Aujourd'hui, les sept fonds gérés par Asad Mahmood depuis New York représentent près de 600 millions de dollars d'actifs sous gestion, avec un champ d'action à l'échelle mondiale : « Nous sommes actifs dans 45 pays, avec plus de 100 partenariats avec des acteurs locaux », explique Asad Mahmood.

Il semblerait, à l'issue de ces journées, que les acteurs de l'aide au développement convergent vers une vision commune, fruit de l'expérience sans doute, et éloignée de toute tentation idéaliste : le développement, pour être durable, se doit d'être rentable. ■